

culture & recherche

n°94

janvier-février 2003

SOMMAIRE

- | | |
|--|-----------|
| Actualité de la recherche | 2 |
| Dossier : | 4 |
| Histoire des sciences et des techniques | |
| ■ Valoriser les sciences : un portail consacré au patrimoine scientifique et technique français <i>par Pietro Corsi</i> | |
| ■ Les archives scientifiques et techniques <i>par Pascal Even</i> | |
| ■ « Philosophie, histoire des idées, histoire des sciences, bibliographie, recherche, documentation » : une unité mixte de services du CNRS <i>par Michel Blay</i> | |
| ■ Le musée des Arts et Métiers : un nouvel outil pour la recherche en histoire et en muséologie des techniques <i>par Dominique Ferriot</i> | |
| Calendrier | 11 |
| A lire | 12 |



Les travaux de la sous-commission marquage des œuvres d'art

La commission de récolement des dépôts d'œuvres d'art de l'État, créée par le décret du 20 août 1996, a reconnu dès le début de ses travaux l'intérêt de l'identification des œuvres par un marquage raisonné. L'idée d'un marquage spécial « Récolement général » a été abandonnée et chaque déposant continue à identifier ses dépôts suivant ses propres usages. Toutefois, la commission a jugé utile d'entamer une recherche sur une qualification, pouvant conduire à un agrément par le ministère de la Culture (ou l'État), à une certaine homogénéisation des pratiques voire, à terme, à une normalisation française ou européenne du marquage des œuvres des collections publiques, recherche qui n'a jamais été effectuée à ce jour en France de façon systématique. Elle a également préconisé, depuis 1999, la création d'un répertoire des marques anciennes, pour faciliter l'identification des dépôts en cas de vol. Les premiers travaux ont consisté à rechercher des informations sur les nouveaux systèmes, et à élaborer un questionnaire auprès de 24 sociétés françaises et étrangères, des services des ministères, d'organismes et de musées à l'étranger.

La commission a créé en 2000 une sous-commission spécialisée, dont elle a confié la présidence à M. Jean-René Gaborit, conservateur général, chargé du département des sculptures au musée du Louvre, assisté de Mme Geneviève Ravaux, rapporteur de la sous-commission, et d'une dizaine de personnes des musées et du patrimoine.

La sous-commission a considéré qu'elle ne pourrait conclure que lorsqu'elle disposerait d'une expérimentation véritablement objective sur les systèmes et les produits en cause, qu'ils soient traditionnels ou relèvent des nouvelles technologies.

Un programme en trois phases a été élaboré avec le concours du Centre de recherche et de restauration des musées de France (C2RMF). Il est financé par la mission de la recherche et de la technologie (MRT) du ministère de la Culture et de la Communication. Sa mise en œuvre a été confiée au Laboratoire national d'essais. Ce programme est destiné à définir un protocole d'agrément des systèmes de marquage des œuvres d'art afin de certifier ceux qui peuvent être appliqués aux œuvres des collections publiques. Des essais porteront sur les caractéristiques physico-chimiques, le mode d'application, la résistance aux altérations naturelles ou délibérées, les possibilités de falsifications, les incidences sur l'intégrité de l'œuvre, la facilité de lecture, etc.

La première phase, qui consiste en une étude bibliographique, vient d'être terminée. Elle

doit permettre de réaliser une veille technologique sur les plus récents développements des systèmes de marquage, et de mieux connaître les produits traditionnels utilisés.

Les procédés de marquage recensés ont été répartis en trois catégories :

- les marquages traditionnels, qui sont visibles et plutôt destinés à l'identification ;
- les marquages de gestion, qui font appel aux technologies récentes et utilisent des outils d'identification automatique ;
- les marquages de sécurité, qui visent à prévenir le vol par dissuasion, auxquels sont toujours associés des images numériques.

L'analyse des procédés utilisés a permis de mieux appréhender les difficultés dues à la diversité des œuvres et de leurs supports, à leurs caractéristiques, leur mode de gestion, leur affectation et les critères de conservation à respecter.

La deuxième phase a permis d'établir un cahier des charges en vue de déterminer la pérennité de la lisibilité des marquages face au vieillissement et aux tentatives d'effacement ou de falsification auxquelles ils peuvent être soumis, en fonction d'un certain nombre d'autres critères tels que la durabilité, la lisibilité, l'innocuité du produit vis-à-vis de l'œuvre, etc.

La troisième phase, expérimentale, durant laquelle le cahier des charges sera mis en

œuvre et validé sur trois ans à partir de décembre 2002, a pour objectif de définir précisément le protocole d'agrément des systèmes de marquage. Ne seront retenus à ce stade que les procédés dont l'application pourra être gérée de façon autonome par les responsables des collections. Les résultats normalisés des deux phases d'expérimentation seront largement diffusés lors d'une communication interne et externe.

À l'issue du rapport final, qui devrait paraître en 2006, les sociétés intéressées par le marquage des œuvres d'art des collections d'État devront faire homologuer leurs produits auprès du Laboratoire national d'essais. Ceux répondant aux normes sélectionnées seront retenus.

En attendant, il est souhaitable de mettre en garde les responsables de collections publiques contre les offres de services de diverses sociétés qui proposent des techniques de marquage d'une fiabilité incontrôlée.

Jean-Pierre Bady

*Conseiller maître à la Cour des comptes
Président de la commission de récolement des
dépôts d'œuvres d'art*

Bruno de Saint Victor

*Inspecteur général du patrimoine
Secrétaire général de la commission*

Geneviève Ravaux

*Chargée de mission à la commission
Rapporteur de la sous-commission marquage*

Pierre Aigrain, ancien secrétaire d'État à la recherche, est décédé le 30 octobre 2002 à l'âge de 78 ans.

Physicien diplômé du Carnegie Institute of Technology de Pittsburg (USA), il a contribué au rayonnement de la physique française. Ses travaux sur les semi-conducteurs ont été fondamentaux pour le développement de l'électronique et de l'informatique (circuits intégrés, lasers, transistors...). Fondateur à l'Ecole normale supérieure d'un laboratoire qui deviendra le Groupe de physique des solides, il a mené une carrière de chercheur et d'enseignant avant de s'investir, à partir de 1961, dans la politique de la recherche. Nommé successivement directeur scientifique des recherches et moyens d'essai du ministère des Armées, directeur des enseignements supérieurs au ministère de l'Éducation nationale puis délégué général à la recherche scientifique et

technique, il fut secrétaire d'État à la recherche scientifique et technique de 1978 à 1981. En 1975, il a élaboré un projet de réforme de l'Académie des sciences, dont il devint membre en 1988. Convaincu de l'intérêt d'associer recherche scientifique et développement socio-économique, il a assumé des responsabilités au sein du groupe Thomson et à l'OCDE. Ses liens avec de nombreuses académies étrangères et les diverses missions qui lui ont été confiées les dernières années (synchrotron de Grenoble, formation des archéologues, qualité de l'air...) témoignent de son implication constante dans la vie scientifique, de la diversité de ses compétences, d'un enthousiasme et d'une énergie exceptionnels au service de la recherche.

Le sixième programme-cadre de recherche et développement

Le 6^e PCRD détermine la politique de soutien de l'Union européenne aux actions de recherche, de développement technologique et de démonstration pour la période 2002-2006. Doté d'un budget de plus de 16 milliards d'euros, il est structuré autour de trois axes :

- concentrer et intégrer la recherche communautaire,
- structurer l'espace européen de la recherche,
- consolider les bases de l'espace européen de la recherche.

Présentation des différents axes et place de la culture

• **Concentrer et intégrer la recherche communautaire** (13,345 milliards d'euros)

Cet axe comprend sept priorités thématiques, des activités spécifiques couvrant un champ plus vaste de la recherche ainsi que des activités non nucléaires menées par le Centre commun de recherche.

Deux priorités thématiques mentionnent explicitement le secteur culturel :

- « technologies pour la société de l'information » (3,625 milliards d'euros) : les actions entreprises porteront notamment sur les systèmes interactifs et intelligents concernant entre autres **l'accès à l'héritage culturel et la préservation de cet héritage** ;
- « citoyens et gouvernance dans une société fondée sur la connaissance » (225 millions d'euros) : l'action de la Communauté se concentrera notamment sur l'émergence de nouvelles formes de citoyenneté et **d'identités culturelles** ; les formes et impacts de l'intégration et de la **diversité culturelle** en Europe ; le **dialogue social et culturel** englobant l'Europe ainsi que le reste du monde.

Même si le terme « patrimoine » n'est pas mentionné, deux autres priorités sont susceptibles d'intéresser les acteurs culturels dans la mesure où ils s'associent aux chercheurs du domaine concerné :

- « nanotechnologies et nanosciences, matériaux multifonctionnels basés sur la connaissance et nouveaux procédés et dispositifs de production » (1,3 milliards d'euros) ;
- « développement durable, changement planétaire et écosystèmes » (2,12 milliards d'euros).

Deux activités spécifiques couvrant un champ plus vaste de la recherche concernent explicitement le secteur culturel :

- « soutien aux politiques et anticipation des besoins scientifiques et technologiques » (555 millions d'euros) : la recherche menée au titre de cet axe portera entre autres sur **la protection du patrimoine culturel** et **les stratégies de conservation** qui y sont liées ;
- « mesures spécifiques d'appui à la coopération internationale » (315 millions d'euros) : ces mesures spécifiques visent à encou-

rer la coopération internationale dans le domaine de la recherche ; seront concernés les pays en développement, les pays méditerranéens y compris les Balkans occidentaux, la Russie et les nouveaux États indépendants (NEI) ; pour les pays tiers méditerranéens, les priorités de recherche couvriront notamment **la protection du patrimoine culturel**.

Les « actions de recherche horizontales auxquelles participent des PME » (430 millions d'euros) peuvent également intéresser les opérateurs culturels.

• **Structurer l'espace européen de la recherche** (2,605 milliards d'euros)

Ce deuxième axe ne mentionne pas explicitement la culture. Incluant les domaines : « recherche et innovation », « ressources humaines et mobilité », « infrastructures de recherche » et « science et société », il peut toutefois intéresser les acteurs culturels.

• **Renforcer les bases de l'espace européen de la recherche** (320 millions d'euros)

Des actions de coordination seront menées dans l'ensemble des secteurs du champ scientifique et technologique dans des domaines tels que l'environnement urbain (y compris le développement urbain durable et **le patrimoine culturel**).

Les instruments de mise en œuvre du 6^e PCRD

Deux nouveaux instruments seront introduits :

- **les réseaux d'excellence** : ils viseront à



Venise, San Giorgio Maggiore.

© Jean-Pierre Dalbéra in Photos JPD

intégrer, au niveau européen, les capacités de recherche existantes ou émergentes et à faire progresser les connaissances dans un domaine particulier en rassemblant une masse critique de compétences ;

- **les projets intégrés** : ils seront destinés à donner un nouvel élan à la compétitivité communautaire ou à répondre à des besoins sociétaux majeurs en mobilisant une masse critique de ressources et de compétences en matière de recherche et de développement technologique.

Les autres instruments sont : les projets spécifiques ciblés en matière de recherche ou d'innovation ; les projets spécifiques de recherche pour les PME ; les actions de promotion et de développement des ressources humaines et de la mobilité ; les actions de coordination ; les actions spécifiques de soutien ; les initiatives intégrées relatives aux infrastructures ; la participation de la Communauté à des programmes entrepris par plusieurs États membres.

Textes officiels

• **Décision n° 1513/2002/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2002 relative au sixième programme-cadre de la Communauté européenne pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration contribuant à la réalisation de l'espace européen de la recherche et à l'innovation (2002-2006),**

JOCE L 232/1 du 29 août 2002

• **Programmes spécifiques mettant en œuvre le sixième programme-cadre 2002-2005+6 (CE et Euratom)**

• **Projets de déclarations à inscrire au procès-verbal du Conseil, Bruxelles, le 30 juillet 2002**

• Sources d'information

La Commission européenne

- Information générale sur le 6^e PCRD

<http://europa.eu.int/comm/research/nfp.html>

- Information sur les nouveaux instruments

<http://europa.eu.int/comm/research/nfp/networks-ip.html>

• Contacts

Ministère de la Culture et de la Communication

direction de l'Administration générale,

mission de la recherche et de la technologie

Tél.: 01 40 15 84 61

Mél: mrt@culture.gouv.fr

- *Relais Culture Europe*

Tél.: 01 53 40 95 10

Mél: info@relais-culture-europe.org

Histoire des sciences et des techniques

Valoriser les sciences : un portail consacré au patrimoine scientifique et technique français

Plusieurs ordres de considérations ont récemment alerté les responsables de la culture, de l'éducation nationale et de la recherche, ainsi qu'universitaires, chercheurs et enseignants, sur la nécessité d'une action forte en faveur de la culture scientifique. Les sciences et les techniques contemporaines suscitent des alarmes et des soucis : les citoyens s'interrogent, sont appelés souvent, et le seront toujours plus, à s'exprimer sur des questions qui demandent des connaissances précises, ponctuelles. En même temps, on assiste à un déclin marqué des inscriptions aux facultés scientifiques, le nombre de doctorats en sciences et techniques est en baisse un peu partout dans le monde occidental, un phénomène qui cause de justes et sérieuses préoccupations.

Les causes proches et lointaines de cette situation inédite, mais non imprévisible, sont au centre de discussions, tables rondes, débats, qui ne peuvent faire ici l'objet de commentaires. Il suffit de souligner qu'un consensus a émergé en ce qui concerne l'inacceptable manque de culture scientifique de base dans un segment majoritaire de la population française (et européenne, ajouterons-nous). On a aussi raisonnablement suggéré que l'histoire des sciences et des techniques doit trouver un accueil immédiat et convaincu dans les programmes scolaires, ainsi que dans le cursus des facultés de sciences humaines. M. Luc Ferry a tenu sur le sujet des propos forts clairs, lors d'un entretien publié dans *Le Monde* au début du mois de juillet 2002, et récemment M. Jean-Jacques Aillagon et Mme Claudie Haiguer ont joint leur voix en faveur d'une attention plus soutenue à l'histoire des sciences et des techniques. Il est en effet illusoire d'espérer former de bons historiens et de bons enseignants d'histoire, par exemple de la France ou de l'Europe du XVI^e au XXI^e siècle, si ceux-ci ignorent le rôle des sciences et des techniques – en bien comme en mal – dans l'économie, la culture, la politique, la guerre et la paix...

Or, l'hypothèse ou la décision de lancer une réflexion sur le rôle de l'histoire des sciences et des techniques dans l'enseignement et le débat citoyen – prélude nécessaire à une action imminente – se heurte à toute une série de difficultés. Si les habitants de la capitale sont très bien pourvus – entre BNF, Cité des sciences, Cnam, Muséum national d'histoire naturelle, ENS ou



Bas relief représentant Lamarck

bibliothèques universitaires, on peut faire appel à un patrimoine documentaire qui n'a pas d'égal au monde – la grande majorité des villes françaises auraient par contre du mal à mettre en œuvre un programme de sensibilisation pédagogique et de familiarisation avec le patrimoine scientifique et technique national. Qui plus est, on ne possède pas en France une bibliographie courante d'études d'histoire des sciences et des techniques, comme cela est le cas pour nos collègues italiens, anglais ou américains. Il faut se

reporter à leurs bases de données pour repérer rapidement les titres publiés récemment dans les principales revues spécialisées en langue française, mais bien sûr peu de revues françaises y sont référencées. Donc, on manque souvent de textes, mais surtout de l'information primaire les concernant.

C'est précisément aux questions et aux problèmes esquissés jusqu'ici que s'adresse le projet d'un portail Internet sur l'histoire des sciences et des techniques françaises, dont le premier volet, le site www.lamarck.net, entièrement consacré aux œuvres et au rayonnement du grand naturaliste français, a été présenté au Muséum national d'histoire naturelle le 6 novembre 2002. Le site Lamarck offre en effet la possibilité de consulter et d'interroger en format mot l'intégralité des œuvres théoriques de l'un des fondateurs des théories de l'évolution (7000 pages de textes, et 1000 pages d'études, commentaires, documents), ainsi qu'une base de données prosopographiques recensant les 973 auditeurs qui assistèrent à ses cours au Muséum entre 1795 et 1823. 530 auditeurs sont d'ores et déjà identifiés, et un appel est lancé aux chercheurs, érudits locaux, archivistes et bibliothécaires pour aider à compléter ce travail.

Le succès international du site, visité chaque mois par environ 750 personnes, provenant en moyenne de 24 pays et utilisant 15 langues – un résultat remarquable pour un site spécialisé sur un seul auteur, lequel n'a probablement jamais eu des milliers de lecteurs – a convaincu plusieurs institutions patrimoniales et de recherche, entre autres le Centre de recherche en histoire des sciences et des techniques (CRHST) de la Cité des sciences et de l'industrie, le Centre Alexandre Koyré de l'EHESS, l'ENS, la bibliothèque du Cnam, le Muséum national d'histoire naturelle et le Centre d'histoire des sciences et des mouvements intellectuels de l'université Paris I, de donner leur appui à la réalisation d'un portail entièrement consacré à l'histoire des sciences et des techniques en langue française. Des accords avec d'autres partenaires au niveau international, tels que l'Institut et le musée d'Histoire des sciences de Florence, pionniers dans l'utilisation de l'Internet, l'université d'Oxford ou le Max Planck Institut de Berlin, le Wellcome Institut de Londres ou l'université de Valencia, permettront à ce projet de se positionner au cœur du réseau d'institutions qui poursuivent avec succès des actions similaires.

Le site www.hist-sciences.fr va accueillir une première série de projets, en grande partie déjà achevés. Les ouvrages de Lavoisier vont ainsi se joindre à ceux de Lamarck, tandis qu'un projet d'édition en ligne des ouvrages d'Ampère est en cours de préparation, réalisé avec la collaboration de la Fondation EDF. Une base de données recensant 5000 savants et 16000 communications scientifiques aux séances de l'Association française pour l'avancement des sciences tenues entre 1871 et 1918 va constituer un premier noyau d'évaluation et de mise à disposition de documents bio-bibliographiques de grande importance pour l'appréciation des politiques scientifiques en France entre les XIX^e et XX^e siècles. Différentes approches historiques sont aussi prévues : une histoire des théories de l'évolution, de la génétique, des théories sur l'origine de la vie. Des projets de recherche novateurs, notamment sur les images de l'embryon, ou sur l'utilisation du cinéma dans la diffusion de techniques du travail à la chaîne dans les usines Renault entre les deux guerres mondiales, vont aussi bénéficier du potentiel technique et de diffusion à l'échelle mondiale qu'offrira ce portail.



Le gardenia. Table 158 de l'Encyclopédie méthodique. Botanique.

Trois axes sont donc clairement établis : mise en ligne de corpus de textes scientifiques ; constitution de bases de données sur les chercheurs et les pratiques scientifiques et techniques ; valorisation de projets de recherche individuels, capables de susciter d'autres recherches, mais aussi de proposer des solutions techniques pour la pérennisation et la diffusion de travaux déjà réalisés.

Le quatrième axe est bien évidemment constitué par la mise en ligne d'une bibliographie courante d'études en histoire des sciences et des techniques, dans l'acception la plus large du terme, comprenant un recensement d'études sur les sciences et les citoyens, science et éthique, l'évaluation du risque technologique, etc. À notre avis, c'est ce quatrième axe qui doit constituer une priorité incontournable, une condition *sine qua non* à toute réponse qu'on voudra et qu'on pourra donner à la question pressante d'une meilleure connaissance et d'une valorisation du patrimoine scientifique et technique français, indispensables pour permettre aux citoyens de participer aux grands débats sur le rôle des sciences et des techniques dans la société contemporaine.

Les archives scientifiques et techniques

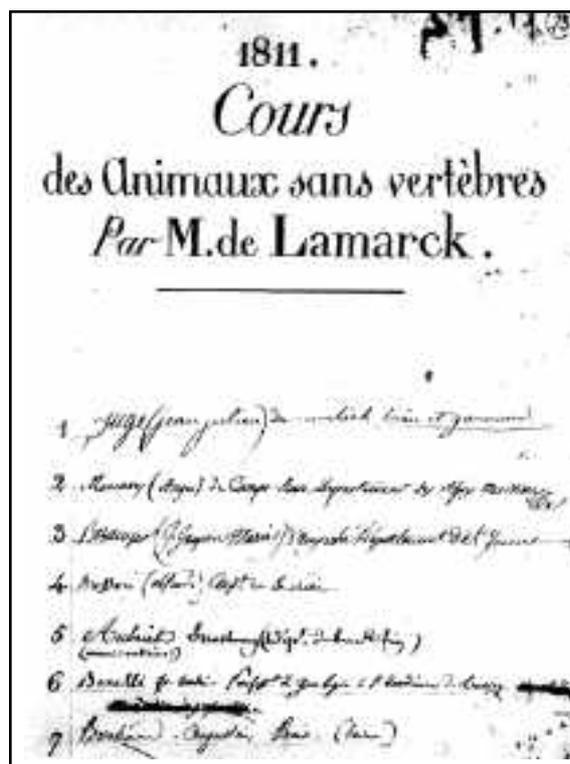
En dépit de leur apport fondamental pour l'histoire de la recherche scientifique, les archives scientifiques et techniques ont trop longtemps été négligées dans notre pays aussi bien par les archivistes que par la communauté des chercheurs. Ce n'est en effet que récemment qu'une réflexion a été engagée afin de sauvegarder un patrimoine particulièrement important pour l'histoire des sciences dans notre pays. Dès 1995, la direction des Archives de France publiait un manuel sur les archives personnelles des scientifiques. Témoignage supplémentaire de cet intérêt nouveau, le Conseil supérieur des archives a créé, en 2001, une sous-commission sur les archives scientifiques dans le but de développer d'une part les réflexions de la communauté archivistique sur cette catégorie bien particulière d'archives, et de proposer par ailleurs des procédures à mettre en œuvre pour en assurer à la fois la conservation et la communication au public.

Beaucoup reste à faire encore pour sauvegarder un patrimoine fragile, pour éviter la dispersion de ces archives, pour assurer la collecte de documents dont la conservation pose par ailleurs des problèmes particuliers.

Mais en premier lieu, il convient de préciser la nature des archives scientifiques. Pour reprendre la définition donnée par la direction des Archives de France, les archives personnelles et scientifiques sont constituées de trois catégories d'archives : les archives de tutelle des établissements de recherche et d'enseignement scientifiques, les archives propres des établissements eux-mêmes et les archives personnelles des scientifiques.

La première catégorie comprend les archives des organismes chargés de la tutelle des établissements de recherche ou d'enseignement, les ministères le plus souvent. De caractère administratif et public, les archives de ces derniers permettent d'étudier et de comprendre les politiques de recherche dans notre pays. La collecte de ces archives, leur gestion et leur communication ne soulèvent guère de difficultés.

Les archives produites par les établissements de recherche et d'enseignement, généralement publiques, présentent souvent un caractère à la fois administratif puisqu'elles sont constituées avant tout par les documents de gestion des établissements concernés, mais également un caractère scientifique lorsqu'elles émanent des laboratoires et des équipes de recherche. Longtemps négligées, les archives de ces établissements ont été davantage prises en compte au cours des dernières années et plusieurs services d'archives ont été constitués afin d'en assurer la conser-



Cours de Lamarck

© Muséum national d'histoire naturelle

vation dans des conditions satisfaisantes et l'exploitation par les chercheurs (Archives de l'Institut Pasteur...).

Enfin, troisième et dernière catégorie, les archives personnelles des scientifiques, de statut privé, présentent un très grand intérêt dans la mesure où elles ont trait non seulement aux activités et travaux professionnels des scientifiques mais également, par le biais de leur correspondance notamment, à leur environnement personnel, familial et social. En effet, ce sont ces documents qui permettent souvent d'approcher le cadre dans lequel leurs travaux ont été réalisés. Mais ce sont en même temps les archives les plus difficiles à recenser et à collecter. Conservées dans des laboratoires, dans des bibliothèques ou des centres de recherche mais également souvent dans les familles, chez les descendants de leurs producteurs, ces archives sont vouées au mieux à l'oubli, au pire, à la destruction ou à la dispersion si la collectivité n'en assure pas la sauvegarde et le dépôt dans les collections publiques.

Le site du musée d'Histoire des sciences de Florence

www.galileo.imss.firenze.it

Le site du musée d'Histoire des sciences de Florence, inauguré en janvier 1998, illustre parfaitement les avantages d'une utilisation systématique des ressources Internet pour mettre en valeur le patrimoine de l'institution, très riche en « galileiana », et ses activités. Tandis que le musée et son Institut de recherche n'ont pas renoncé, bien au contraire, à publier d'importants volumes d'études individuelles ou

collectives, ils ont en revanche choisi la toile pour la bibliographie courante d'histoire des sciences et techniques en langue italienne (25 000 titres, 1982-2001), la pérennisation de leurs expositions temporaires grâce à la publication en ligne de textes et d'images, les visites en 3D de salles du musée, l'étude des instruments et des memorabilia. Une bibliographie d'environ 12 000 études consacrées à Galilée et à son temps est d'ores et déjà en ligne,

tandis qu'on attend d'ici à quelques mois la publication sur la Toile d'une chronologie de la vie de Galilée qui prévoit plus de 4 000 notices, et de multiples renvois à la correspondance du savant, à ses ouvrages, à des documents contemporains le concernant, à plusieurs centaines d'images. Le site abrite aussi des essais d'édition en ligne de manuscrits scientifiques, et en particulier du Ms 72 « Sur le mouvement », l'un des incunables de la dynamique moderne.

À côté de la correspondance échangée avec d'autres scientifiques étrangers et français, le chercheur trouve dans ces fonds des dossiers de travail et recueils de notes utilisés pour la rédaction d'ouvrages, d'articles et de conférences, les manuscrits de ces travaux, mais également les carnets de laboratoire et des expériences...

On conçoit, dans ces conditions, l'importance et l'intérêt de l'effort indispensable de recensement et de collecte qui s'impose encore de nos jours. Faute d'un guide précis des sources des archives scientifiques, les chercheurs perdent parfois un temps précieux à localiser les documents dont ils ont besoin pour leurs travaux ou pire, ne parviennent à les identifier que trop tard. Devant la dispersion des fonds, la réalisation d'un guide des sources constitue sans doute l'une des priorités de l'administration des archives ; cet outil de travail indispensable ne pourra, en tout état de cause, être mis en œuvre qu'en partenariat étroit avec les bibliothèques et les musées, voire les associations qui ont parfois pris en charge une partie de ces archives.

De la même façon, on ne peut que souhaiter le développement d'une politique de collecte volontariste, portant aussi bien sur les archives des établissements de recherche que sur les papiers personnels des scientifiques. Dans ce dernier domaine, il convient en effet de ne pas se contenter seulement d'une collecte passive mais au contraire engager une campagne de sensibilisation des producteurs de ces documents, établir des contacts, revenir à la charge, les convaincre, les persuader, leur montrer enfin que l'histoire des institutions scientifiques au sein desquelles ils ont travaillé ne peut être

que considérablement enrichie par l'apport de leurs dossiers personnels.

La collecte des archives scientifiques pose par ailleurs des problèmes spécifiques qu'il convient de prendre en compte dès la collecte. Les archives des scientifiques sont constituées certes de dossiers traditionnels sur papier, mais très souvent également de documents conservés sur des supports différents dont la conservation s'avère plus délicate, comme les collections de clichés photographiques, les bandes sonores ou audiovisuelles, les bandes magnétiques, les disquettes et de plus en plus souvent les archives électroniques. L'exploitation de ces documents, et par conséquent leur communication ultérieure aux chercheurs, se révèle tout autant complexe, tant en raison des supports concernés que de la nature des informations conservées. Il convient dans ces conditions d'organiser l'archivage des papiers des scientifiques en partenariat étroit avec eux, d'envisager dès les premiers contacts les modalités de consultation ultérieure de leurs archives, de façon à permettre la compréhension des données collectées.

Un meilleur recensement des sources, une campagne de sensibilisation et de collecte, la définition de procédures de traitement et de communication adaptées à la nature des documents concernés, telles sont les conditions d'une politique dynamique de sauvegarde d'une partie non négligeable du patrimoine scientifique de notre pays.

PASCAL EVEN

RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT DE LA POLITIQUE ARCHIVISTIQUE
ET DE LA COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE.
DIRECTION DES ARCHIVES DE FRANCE

« Philosophie, histoire des idées, histoire des sciences, bibliographie, recherche, documentation » : une unité mixte de services du CNRS (UMS 2267 Acta)

Le projet scientifique défini par l'UMS 2267, créée en 2001, s'inscrit dans une longue tradition d'études, de recherches et d'entreprises collectives qui trouve son origine dans les activités de la Fondation "Pour la science" – Centre international de synthèse, fondée en 1925 par Henri Berr. Cette fondation est aujourd'hui encore l'une des tutelles de l'unité mixte avec le CNRS, l'EHESS, l'ENS-LSH de Lyon et l'ENS de la rue d'Ulm.

La création de l'UMS a résulté principalement de la volonté de regrouper dans un même lieu, pour l'essentiel autour de projets relevant de l'histoire des sciences et de l'histoire intellectuelle, mais aussi de l'histoire des productions artistiques, des activités éditoriales susceptibles de constituer des espaces structurants pour le développement de nouvelles recherches dans les champs pluridisciplinaires.

Activités éditoriales

• La Revue de synthèse

Créée en 1900 sous le titre *Revue de synthèse historique* par Henri Berr, la *Revue de synthèse* articule autour des problématiques de l'histoire intellectuelle les recherches consacrées aux genèses et aux critiques des savoirs actuels en sciences sociales comme dans les autres sciences. Elle est un lieu de discussion actif entre philosophie, histoire des sciences, sciences et sciences sociales. Les auteurs des articles et des comptes rendus tissent aujourd'hui un réseau d'un millier de collaborateurs occasionnels ou réguliers pour un tiers à l'étranger.

Les fonctions de directeur et de rédacteur en chef sont assumées par Éric Brian (EHESS). Le secrétariat de rédaction par Agnès Biard (CNRS). La revue dispose d'un comité de rédaction et d'un comité de lecture couvrant ses secteurs de publication, en France et à l'étranger. La rédaction et la préparation matérielle sont assurées à l'UMS. L'impression et la diffusion sont assurées par la maison Albin Michel.

Parution : 4 numéros annuels, soit au total environ 650 pages (articles, comptes rendus critiques, informations scientifiques). Tirage : 1150 ex. Diffusion : 400 par abonnements, 350 environ au numéro, soit un total de l'ordre de 750 ex. Publication de référence, la *Revue de synthèse* est acquise par la plupart des grandes bibliothèques de recherche ou généralistes dans le monde entier.

• La Revue d'histoire des sciences

Créée en 1947 par Henri Berr au Centre international de synthèse, la *Revue d'histoire des sciences* est le seul organe généraliste de publication en histoire des sciences en France. Ses objectifs s'inscrivent dans le cadre du programme d'une histoire générale des sciences mené en France depuis Paul Tannery. Il importe cependant de préciser ce qu'il faut comprendre par histoire des sciences ou histoire générale des sciences. En effet l'histoire des sciences apparaît bien souvent comme une vaste maison, voire une auberge espagnole, où se retrouvent des sociologues, des philosophes, des anthropologues, des ethnologues, des historiens, etc. Une telle multiplicité d'intervenants dissout plus ou moins l'histoire des sciences dans une pluralité de méthodes, d'enjeux, de problèmes et, en ce sens, l'histoire des sciences n'existe plus. Afin de permettre la redéfinition d'un véritable champ disciplinaire, susceptible ensuite de

collaborer avec d'autres, la *Revue d'histoire des sciences* publie principalement des études portant sur l'histoire conceptuelle des sciences : reconstruction des cheminements de pensées et des cheminements conceptuels grâce auxquels les théories se mettent en place ; approfondissement de la genèse des idées nouvelles et des processus au terme desquels elles s'imposent. Dans cette perspective, la *Revue d'histoire des sciences* publie outre des articles de fond, des textes originaux, des études critiques et des bibliographies offrant de véritables outils pour la recherche.

Les fonctions de directeur et de rédacteur en chef sont assumées par Michel Blay (CNRS) assisté par Jean Gayon (Université Paris I), le secrétariat de rédaction par Véronique Bourienne et Danièle Fiorèse. Un comité de lecture et un comité de rédaction sélectionnent les articles. La rédaction et la préparation matérielle sont assurées à l'UMS. L'impression et la diffusion sont assurées par les PUF.

Parution : 4 numéros annuels jusqu'en 2002, puis livraison semestrielle à partir de 2003, pour un total annuel d'environ 600 pages. Tirage : 900 ex. Diffusion : 700 ex. (environ 500 abonnés dans le monde).

• La collection « L'Évolution de l'humanité »

Collection de référence en historiographie générale conçue par Henri Berr et dont les ouvrages ont orienté le style de l'École française associée aujourd'hui au nom des Annales. « L'Évolution de l'humanité » est donc une collection de la Fondation "Pour la science" dirigée par Jean-Yves Grenier (EHESS) et Philippe Boutry (EHESS) sous la responsabilité de Éric Brian. Elle vise à rassembler un corpus d'ouvrages inédits de référence pour l'histoire intellectuelle, l'histoire des sciences et des techniques et l'histoire sociale.

• Œuvres complètes de D'Alembert

Préparée depuis plusieurs années par le travail collectif d'une vingtaine de chercheurs, l'édition des *Œuvres complètes de D'Alembert* voit aujourd'hui la parution des premiers volumes. Le programme de publication de l'ensemble est coordonné par un comité formé de Michelle Chapront (Observatoire), Anne-Marie Chouillet (Société Diderot), François De Gandt (Lille III), Christian Gilain (Paris VI), Irène Passeron (CNRS), Jérôme Viard (Lyon I) et Éric Brian (EHESS).

Développements interdisciplinaires

• Groupe « Théorie de la musique, philosophie et histoire des sciences »

Les activités de ce groupe de recherches s'organisent autour d'un séminaire qui permet de présenter, d'analyser dans leur détail et, dans un grand nombre de cas, de traduire les éléments essentiels du vaste corpus qui constitue l'histoire moderne de la théorie de la musique. Il s'agit moins d'y chercher l'expression systématique d'un certain état de cette théorie à chaque époque, que d'envisager les étapes d'une rédaction et d'une réception dans laquelle s'éprouvent ses relations avec les discours scientifiques, ou sa prétention à les concurrencer. Des travaux de ce type sont en cours pour un certain nombre de sujets : sur les rapports entre Zarlino, Salinas et la réforme du *quadrivium* ; sur les relations que les textes sur la musique rédigés par Beeckman, Mersenne, Huygens entretiennent avec la constitution de la mécanique classique ; sur l'utilisation des phénomènes de résonance (Wallis, Sauveur) dans les théories de la musique (Rameau, Tartini ainsi que quelques *minores*, tels Serre ou Béthizy) ; sur la mathématisation effective de l'acoustique au XVIII^e siècle et au XIX^e siècle (Taylor, Hooke, les Bernoulli, D'Alembert, Euler) et ses rapports avec la



© Dumas / Images pour CNRS-LAM

physiologie de la perception musicale (de Fourier à Helmholtz) ; sur les sources et la réception des travaux de Riemann (de Fétis à Dahlhaus) ; sur l'émergence de l'informatique musicale (Max W. Mathews et John R. Pierce) à partir de 1950 et sur son implication sur les théories de la composition. Ce groupe rassemble aujourd'hui Frédéric de Buzon (université Paris XII), André Charrak (université Paris I), Hugues Dufourt (CNRS) et Costin Miareanu (université Paris I).

• Séminaire « Philosophie et sciences humaines »

Co-dirigé par Mireille Delbraccio (UMS Acta) et Liliane Maury (ESA 8004, ENS Lettres et sciences humaines), l'objectif du séminaire est d'examiner la manière dont se pose aujourd'hui, après Althusser et Foucault, la question des relations entre sciences humaines et philosophie. Sous l'intitulé « Philosophie et sciences humaines. Conflit, crise ou malentendu ? », la première année a été consacrée à éclairer quelques-uns des débats qui ont accompagné la généalogie et le développement des sciences humaines, débats qui ont été appréhendés sous la triple figure du « conflit », de la « crise » ou du « malentendu ».

L'année 2002-2003 sera consacrée au thème : « Les métamorphoses de la conscience (politique, morale, psychologique) entre le XIX^e et le XX^e siècle ».

Colloques et rencontres

L'UMS Acta soutient différentes opérations susceptibles d'entrer dans le champ de ses compétences. Il en a été ainsi pour la décade « Spinoza aujourd'hui » organisée sous la direction de Pierre-François Moreau et de Claude Cohen-Boulakia du 20 au 30 juillet 2002 à Cerizy-la-Salle ; il en a été de même pour le colloque *Patologie della politica moderna. La democrazia al vaglio del pensiero europeo* organisé par Mireille Delbraccio et Maria Donzelli à Naples du 20 au 22 novembre 2002.

Par l'ensemble de ses activités et par son ambition d'être au service de la recherche dans ses aspects novateurs et interdisciplinaires, l'UMS 2267 Acta se présente donc comme un espace structurant, intimement lié à l'histoire des sciences, et susceptible de favoriser le développement d'actions et de collaborations sur le long terme.

MICHEL BLAY
DIRECTEUR DE L'UMS

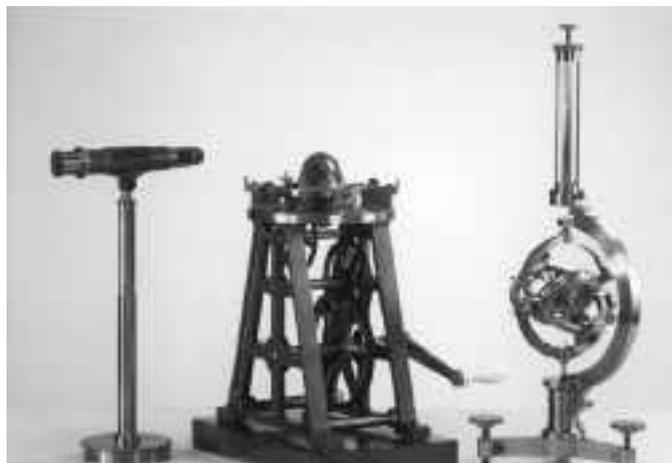
<http://www.ehess.fr/centres/acta>

Le musée des Arts et Métiers : un nouvel outil pour la recherche en histoire et en muséologie des techniques

Entièrement rénové dans le cadre du programme des grands travaux de l'État, le musée des Arts et Métiers a rouvert ses portes au grand public en mars 2000. La nouvelle exposition permanente offre un parcours dans l'histoire et l'actualité des techniques à travers sept grands domaines qui illustrent la richesse de cette collection nationale : l'instrument scientifique, les matériaux, la construction, la communication, l'énergie, la mécanique et les transports. Au cœur du parcours, un centre de documentation propose des ouvrages, des cédéroms, des dossiers documentaires et l'accès en ligne à l'ensemble de la base des collections. Le visiteur curieux pourra être orienté vers les réserves de Saint-Denis, accessibles sur rendez-vous à tous ceux qui ont un projet de recherche.

Des réserves «visitables»

La première étape de cette rénovation nécessaire fut en effet la création d'un nouveau bâtiment, situé à la Plaine-Saint-Denis, qui abrite près de 95 % de la collection (80000 objets, 15000 dessins et plans techniques). Conçues par l'architecte François Deslaugiers, ces réserves répondent parfaitement au programme établi par Jérôme Dourdin sous la responsabilité de l'équipe scientifique du musée et plus particulièrement de Mme Élise Picard. Identifiés par un code à barres qui permet notamment de suivre l'objet dans tous ses déplacements, les objets sont conservés dans des magasins eux-mêmes situés à proximité des ateliers de restauration et du laboratoire de prise de vues



Gyroscope de Foucault, lunette de visée et mécanique pour lancer le tore du gyroscope de Foucault

©Musée des arts et métiers/S. Pelly

photographiques. Ouvertes aux chercheurs en 1996, les réserves «visitables» sont un outil irremplaçable pour les chercheurs en histoire des techniques dont les travaux ne cessent d'enrichir les dossiers d'œuvres. *La Revue* du musée des Arts et Métiers, créée en 1992, abondamment illustrée, rend compte de ces recherches et plus généralement des travaux conduits en France et à l'étranger sur l'histoire et la muséologie des techniques.

Musée des Arts et Métiers – La Revue

Publication trimestrielle consacrée à l'histoire et à la muséologie des techniques

Créée en 1992, au moment où le musée des Arts et Métiers fermait ses portes pour entrer dans une phase de rénovation nécessaire, *La Revue* s'est affirmée comme un outil irremplaçable pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire et à la muséologie des techniques. Des articles problématiques («La Science et la guerre», «Antoni Gaudi, la nature et les formes»), des histoires d'hommes et de techniques (la conception des coques de navire, l'histoire du vol vertical) alternent dans les rubriques «Autour d'un thème». Des articles plus descriptifs font revivre l'histoire des collections, des musées, la restauration des objets techniques. Une rubrique régulière, «Le Portefeuille industriel» rend perceptible la très grande qualité du fonds de dessins et plans techniques du musée des Arts et Métiers. «Tous les arts ont des points de contacts» écrivait l'abbé Grégoire, fondateur du Conservatoire des arts et métiers : la rubrique «une plume, un objet» met en scène un texte, un auteur vis-à-vis d'un objet (L'Avion d'Ader vu par Apollinaire, le télégraphe Chappe fustigé par Victor Hugo). L'actualité des musées et des expositions scientifiques et en particulier la vie du musée des Arts et Métiers (prêts d'objets, débats,



expositions au musée) font l'objet d'une chronique richement illustrée ; des notes de lecture rendent compte d'ouvrages significatifs ou inattendus en histoire et en muséologie des sciences. L'ensemble de *La Revue* bénéficie d'une maquette attentive à la beauté et à la singularité des documents proposés.

Outil de référence pour les historiens et mémoire fidèle de la riche vie du musée des Arts et Métiers depuis plus de dix ans, *La Revue* est une superbe édition ; le dernier numéro paru (n°36) affiche un sommaire diversifié avec des articles tels que «Peindre dans l'usine» par Nicolas Pierrot, «Les 3 révolutions du livre», un article sur l'exposition présentée actuellement au musée des Arts et Métiers ou «Ponts métalliques et architecture moderne», une contribution de Jean-Louis Cohen à l'occasion d'un récent colloque sur les ponts métalliques dans le monde. *La Revue* est éditée grâce au concours du ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche.

La Revue, 72 p., ill, publication trimestrielle, 36 numéros parus.

Vente au numéro (10 €) ou par abonnement (30 € pour 4 numéros)

Informations :

Musée des Arts et Métiers – La Revue
CNAM

292, rue Saint-Martin

75003 Paris

coraline.clede@cnam.fr

Un musée de l'innovation technologique

Fondé en 1794, à l'initiative de l'abbé Henri Grégoire, pour «perfectionner l'industrie nationale», le Conservatoire des arts et métiers est dès l'origine un lieu destiné à promouvoir l'innovation et à former ceux qui veulent «voir à plus longue distance». Après les machines du mécanicien Jacques Vaucanson, ce sont les fonds des grands cabinets de physique du XVIII^e siècle, les collections de l'Académie des sciences, plus tard les modèles pédagogiques créés par les enseignants et les dépôts faits par les inventeurs eux-mêmes qui font de l'ancienne église de Saint-Martin-des-Champs un «Panthéon des techniques». Depuis 1990, une politique d'acquisition volontariste pour ce qui a trait au patrimoine du XX^e siècle renoue avec les missions premières de l'institution. Dans les différents domaines présentés au musée, il a fallu en effet recréer la période contemporaine (après 1950) puisque le Conservatoire avait failli à sa mission d'enrichissement du patrimoine national dès les années 1920 devant la rapidité des évolutions techniques et la difficulté de présenter aux témoins de la révolution de l'électronique et des télécommunications. Aujourd'hui, c'est dans un cadre européen que se poursuit la réflexion sur les critères et les moyens de conservation du patrimoine contemporain ; le département scientifique du musée, placé sous la responsabilité d'Anne-Laure Carré, contribue activement à cette préservation nécessaire.

La démonstration au cœur du musée

Avec la mise en avant de l'innovation technologique et d'une communication fondée sur la médiation humaine, le musée a retrouvé des éléments qui ont fait son originalité dès sa fondation et sa réputation tout au long du XIX^e siècle. Aujourd'hui, une mise en scène des objets, fidèle à la tradition de la «galerie d'exposition des modèles» du Conservatoire voisine avec la mise à la disposition des publics de nouveaux outils d'information et de connaissance : albums papier et électroniques, ateliers de manipulation et de démonstration dans chaque domaine, écrans interactifs sous les objets, kiosque, centre de documentation dans le parcours. Tous ces dispositifs, ainsi que la logique des parcours dans lesquels ils ont été intégrés, ont fait l'objet de travaux préalables menés notamment avec le CEREM (Centre d'étude et de recherche sur les expositions et les musées, Jean Davallon, Hana Gottesdiener) et sont, depuis la réouverture du musée, le sujet d'études d'évaluation menées notamment dans le cadre de partenariats avec les enseignements de muséologie du Muséum national d'histoire naturelle, de l'École du Louvre et de l'Institut national du Patrimoine.



Maison bioclimatique

©Musée des arts et métiers/S. Pelly

Une nouvelle muséologie des sciences

Outil de recherche, le musée est aussi le lieu d'une recherche nouvelle sur les collections, leurs modes d'acquisition et de représentation et sur les publics, leurs attentes, leurs comportements, les mémoires de la visite. Dans le cadre d'un groupement coordonné par le professeur André Guillerme, une équipe de recherche en muséologie technique animée par Dominique Ferriot et Bruno Jacomy, historien des techniques et adjoint au directeur du musée, encadre les travaux de jeunes doctorants qui s'appliquent notamment à démontrer le rôle des objets (recherche, formation, exposition) dans les établissements de recherche et d'enseignement supérieur en Europe et le rôle de la médiation et de la démonstration dans les processus d'acquisition de connaissances dans les musées de sciences. Par «musées de sciences» il faut entendre aussi bien les lieux de mémoire et de conservation (des sciences, des techniques, des outils et des sites industriels) que les institutions qui s'attachent à développer une idée, un discours pour montrer «la science en train de se faire» à travers des présentations dites «interactives», des débats ou toute autre forme de médiation qui ancrent le musée dans un champ social. Dans les murs, le musée est aussi hors les murs : le musée des Arts et Métiers a été le premier en France à créer un site web en 1994 ; aujourd'hui le site a été entièrement redéfini sous la responsabilité de Pascal Presle, chef de projet informatique au musée.

Ainsi le musée des Arts et Métiers rénové a-t-il repris sa place au cœur d'un réseau de musées et de centres techniques qui, en France comme à l'étranger, font de la pédagogie par l'objet l'atout majeur d'une politique culturelle. «Le monde des objets, qui est immense, est souvent plus révélateur de l'esprit que l'esprit lui-même» écrivait le philosophe François Dagognet. En donnant à voir l'ingéniosité des «choses» créées par l'homme, le musée est bien dans son rôle de recherche, de formation et d'encouragement à l'innovation.

DOMINIQUE FERRIOT
PROFESSEURE DES UNIVERSITÉS AU
CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS

1. <http://www.arts-et-metiers.net>

Référence bibliographique

Dominique Ferriot, Bruno Jacomy – Problématique d'une rénovation : musée des Arts et Métiers. In : Bernard Schiele, Emyln Koster éd. – *La révolution de la muséologie des sciences : vers les musées du XXI^e siècle*. Lyon : Presses universitaires de Lyon, 1997, pp. 21-37.



Les trois révolutions du livre. Illustration pour l'affiche de l'exposition.

©Musée des arts et métiers/S. Pelly

Colloques

Les entretiens internationaux de l'aménagement et du développement des territoires : le rôle des régions dans le développement des territoires
21-23 janvier 2003, Paris

Renseignements :

DATAR
Mél: Entretiens.territoire@datar.gouv.fr
Site sur la Toile: <http://www.datar.gouv.fr>

SITEM
Salon international des techniques muséographiques

22-24 janvier 2003, Paris

Renseignements :

Producteurs
18, rue de la Michodière
75002 Paris
Tél.: 01 42 68 15 68
Fax: 01 43 12 91 63
Mél: producteurs@wanadoo.fr

Libre accès à l'information scientifique et technique : état de l'art et perspectives
Paris, 23-24 janvier 2003

Renseignements :

Service prospective et partenariats
Département prospective et relations extérieures (DPRE)
INIST-CNRS
2, allée du Parc de Brabois
54500 Vandoeuvre-lès-Nancy
Tél.: 03 83 50 47 59
Fax: 03 83 50 47 48
Mél: openaccess@inist.fr
Site sur la Toile :
<http://www.inist.fr/openaccess/>

Museums and the Web 2003

19-22 mars 2003, Charlotte (États-Unis)

Renseignements :

Adam's Mark Charlotte

Sommet mondial sur la société de l'information

Ce sommet qui se tiendra du 10 au 12 décembre 2003 à Genève (Suisse) et à Tunis (Tunisie) en 2005 est convoqué par l'Organisation des Nations-Unies, l'Union internationale des télécommunications assumant le rôle de chef de file des préparatifs en coopération avec les organismes des Nations-Unies et les pays hôtes..

Les thèmes proposés sont :

- Construire l'infrastructure
- Ouvrir la voie à la société de l'information
- Services et applications
- Besoins des utilisateurs
- Développement du cadre
- TIC et enseignement

Sont invités à participer : les gouvernements, la famille des Nations-Unies, le secteur privé, la société civile et les ONG.

Renseignements :

Secrétariat exécutif

*Sommet mondial sur la société de l'information
C/o Union internationale des télécommunications
Place des Nations*

1211 Genève 20

Tél : 41 22 730 63 17 - Fax : 41 22 730 63 93

Mél : wsis@itu.int - Site sur la Toile : <http://www.itu.int/wsis/fr-es/index.htm>

555 South McDowell Street Charlotte
North Carolina 28204 États-Unis
Tél.: 1 704 372 4100
Fax: 1 704 348 4646
Site sur la Toile :
<http://www.archimuse.com/mw2003>

Relations, échanges et coopération en Méditerranée

128^e congrès national des sociétés historiques et scientifiques
14-21 avril 2003, Bastia

Renseignements :

Comité des travaux historiques et scientifiques
Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche
1, rue Descartes
75005 Paris
Tél.: 01 55 55 97 78
Fax: 01 55 55 97 60
Mél: congres.cths@education.gouv.fr
Site sur la Toile: <http://www.cths.org>

Appels à communications

Journées francophones de la Toile JFT'2003

30 juin-2 juillet 2003, Tours

Renseignements :

Laboratoire d'informatique
Ecole polytechnique de l'université de Tours

Département Informatique
Université de Tours

64, avenue Jean Portalis

37200 Tours

Tél.: 02 47 36 14 14

Fax: 02 47 36 14 22

Mél: venturini@univ-tours.fr

Site sur la Toile:

<http://www.antsearch.univ-tours.fr/jft2003>

Date limite d'envoi des propositions :

8 février 2003

6th International Symposium on the Conservation of Monuments in the Mediterranean Basin.

Influence of the environment and defense of the territory on recovery of cultural heritage

7-10 avril 2004,

Lisbonne (Portugal)

Renseignements :

Laboratorio de Mineralogia e Petrologia

Instituto Superior Técnico

Avenida Rovisco Pais

1049-001 Lisboa

Portugal

Tél.: 351 21 8400806

Fax: 351 21 8400806

Mél: monubasin2004@mega.ist.utl.pt

Site sur la Toile :

<http://mega.ist.utl.pt/monubasin2004>

Formation à l'ethnologie de la France

12, 13, 14 mars 2003

Paris, Musée national des arts et traditions populaires

La Société d'ethnologie française organise annuellement à Paris une session de mise à jour dans le champ de l'ethnographie et de l'anthropologie sociale et culturelle du domaine français. Cette session « d'actualisation des connaissances » s'adresse aux conservateurs, enseignants, doctorants, animateurs culturels désireux de se tenir informés des développements de l'ethnologie appliquée au domaine français, dans un cadre européen. Les interventions des spécialistes sont programmées pour couvrir dix domaines particuliers et traiter des orientations nouvelles pour la discipline.

Contact : Sylvie Malsan

Société d'ethnologie française

MNATP, 6 av. du Mahatma Gandhi - 75116 Paris

Tél. / fax : 01 42 57 30 29

Mél : s.malsan@wanadoo.fr

Archéologie

La recherche archéologique en France : bilan 1995-1999 du Conseil national de la recherche archéologique

Les Nouvelles de l'archéologie, 88, 2^e trim. 2002. 80 p. 14 €

Diffusion :

EPONA

7, rue Jean du Bellay,

75 004 Paris

Tél.: 01 43 26 40 41

Fax: 01 43 29 34 88

Patrimoine

Bretagne. Dictionnaire guide du patrimoine

Service de l'Inventaire général, Drac de Bretagne, ministère de la Culture et de la Communication

Coll. Dictionnaires-guides du patrimoine
Paris : Monum, éditions du Patrimoine, 2002. 531 p. 45 €

Archives

La France et la Belgique sous l'occupation allemande 1940-1944
Les fonds allemands conservés au Centre historique des Archives nationales.

Inventaire de la sous-série AJ 40

Paris, Centre historique des Archives nationales, 2002.

664 p. 75 €

(Publié parallèlement au volume édité sous la direction de l'Institut historique allemand de



© Cl. Dagorn, Inventaire général

Langonnet (Morbihan), église paroissiale, chapiteaux de la nef

Paris et portant sur la partie des mêmes fonds conservés en Allemagne.)

Diffusion :

La Documentation française

Architecture

Encyclopédie Perret

Jean-Louis Cohen, Joseph Abram et Guy Lambert dir.

Paris. Monum, éditions du Patrimoine/Éditions du Moniteur, 2002. 445 p. 59 €

L'archéologie en questions

Le ministère de la Culture et de la Communication (direction de l'architecture et du patrimoine/mission de la communication et sous-direction de l'archéologie) propose une nouvelle édition de cette brochure, qui fournit des clés pour mieux connaître la réglementation française en matière d'archéologie. Sont inclus les nouvelles dispositions de la loi du 17 janvier 2001 ainsi qu'un répertoire des principaux intervenants de l'archéologie nationale.

Paris: Ministère de la Culture et de la Communication, 2002. 45 p.

Diffusion :

Disponible sur demande auprès des directions régionales des affaires culturelles (services de l'archéologie).



Sur Internet

- la mission de la recherche et de la technologie

<http://www.culture.fr/culture/mrt.htm>

- le réseau de la recherche

(rapports des conseils, personnels, moyens, actualité, avis de vacances et de concours, programmes de numérisation, rapports de recherche, etc.)

<http://www.culture.fr/culture/mrt/mrt.htm>

Musique

Actes de la conférence ISMIR 2002

Paris : IRCAM, 2002. 327 p., 39 €

(en anglais, résumés en français)

Diffusion :

IRCAM

1, place Igor-Stravinsky

75004 Paris

<http://ismir2002.ircam.fr>

Photographie

Vous avez dit Photographie ?

Les adresses utiles (4^e éd.)

Coll. Photodoc

Paris : La Documentation française, 2002.

291 p. 19 €

Technologies de communication

Les centres d'appel

Patrice Flichy et Philippe Zarifian dir.

Réseaux, vol. 20, n° 114

Paris : Hermès Sciences Publications,

2002. 310 p. 35 €

Quelles ressources technologiques pour renouveler les pédagogies de la musique ?

Présentation critique d'outils

Anne Veit - Avril 2001

Musiques et jeune public

Écouter, interpréter, inventer

Lucie Kayas - Février 2002

Études de la direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles, disponibles sur le site du

ministère de la Culture et

de la Communication

à l'adresse suivante :

<http://www.dmdts.culture.gouv.fr/culture/dmdts/index-dmdts.htm>

Directeur de la publication : Guillaume Cerruti

Chef de la mission de la recherche

et de la technologie : Jean-Pierre Dalbéra.

Rédaction : Silvia Pérez -Vitoria silvia.perez@culture.gouv.fr

Ministère de la culture et de la communication

Mission de la recherche et de la technologie

3, rue de Valois, 75042 - Paris Cedex 01.

Tél. : 01 40 15 80 45 - Mèl : mrt@culture.fr

N° de commission paritaire : 0603 B 05120

Conception-réalisation : Sophie Moulay

Imprimeur : Maulde et Renou

ISSN : 0765-5991